



907

Treaty Series No. 36 (1931)

# INTERNATIONAL CONVENTION

*for the*

## Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field

Geneva, July 27, 1929

*[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, and India deposited June 23, 1931]*

Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs  
to Parliament by Command of His Majesty

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;

York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;

15, Donegall Square West, Belfast;

or through any Bookseller.

1931

Price 9d. Net

Cmd. 3940

# International Convention\* for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field.

Geneva, July 27, 1929.

LE Président du Reich allemand, le Président des États-Unis d'Amérique, le Président fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République de Bolivie, le Président de la République des États-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, le Président de la République dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Égypte, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République française, le Président de la République hellénique, Son Altesse sérénissime le Gouverneur de la Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, le Président des États-Unis du Mexique, le Président de la République de Nicaragua, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté impériale le Shah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Sa Majesté le Roi de Siam, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil fédéral suisse, le Président de la République tchécoslovaque, le Président de la République turque, le Président de la République orientale de l'Uruguay, le Président de la République des États-Unis de Vénézuéla,

Egalement animés du désir de diminuer, autant qu'il dépend d'eux, les maux inséparables de la guerre et voulant, dans ce but, perfectionner et compléter les dispositions convenues à Genève, le 22 août 1864 et le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne,

Ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président du Reich allemand :

S. Exc. M. Edmund Rhomberg, Dr. en Droit, Ministre en disponibilité;

\* For translation see p. 25. For Final Act of the Conference, including certain Recommendations, see "Miscellaneous No. 7 (1931)," Cmd. 3795.

Le Président des États-Unis d'Amérique :

L'Honorable Eliot Wadsworth, ancien Secrétaire adjoint de la Trésorerie,

S. Exc. l'Honorable Hugh R. Wilson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique à Berne;

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

M. Marc Leitmaier, Dr. en Droit, Conseiller ministériel à la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Paul Demolder, Général Major Médecin, Commandant du Service de Santé de la 1<sup>re</sup> Circonscription militaire,

M. Joseph de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République de Bolivie :

S. Exc. M. Alberto Cortadellas, Ministre-Résident de Bolivie à Berne;

Le Président de la République des États-Unis du Brésil :

S. Exc. M. Raoul de Rio-Brancó, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire britannique non Membre séparé de la Société des Nations :

Le Très Honorable Sir Horace Rumbold, G.C.M.G., M.V.O., Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Berlin;

Pour le Dominion du Canada :

M. Walter Alexandre Riddell, Conseiller permanent du Gouvernement canadien auprès de la Société des Nations;

Pour le Commonwealth d'Australie :

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne;

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

M. Eric Hendrik Louw, Haut-Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres ;

Pour l'État libre d'Irlande :

M. Sean Lester, Représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations ;

Pour l'Inde :

S. Exc. M. Claud Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à Berne ;

Sa Majesté le Roi des Bulgares :

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, Représentant permanent du Gouvernement bulgare auprès de la Société des Nations,

M. Stéphane N. Laftchieff, Membre du Conseil d'Administration de la Croix-Rouge bulgare ;

Le Président de la République du Chili :

M. Guillermo Novoa-Sepulveda, Colonel, Attaché militaire près la Légation du Chili à Berlin,

M. Dario Pulgar-Arriagada, Capitaine du Service de Santé ;

Le Président de la République de Chine :

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires p. i. de Chine à Berne ;

Le Président de la République de Colombie :

S. Exc. M. Francisco José de Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie à Berne ;

Le Président de la République de Cuba :

S. Exc. M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Berne,

M. Carlos Blanco y Sánchez, Secrétaire de Légation, adjoint à la Délégation de Cuba auprès de la Société des Nations ;

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

Pour le Danemark :

S. Exc. M. Harald de Scavenius, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Danemark en Suisse et aux Pays-Bas, ancien Ministre des Affaires étrangères,

M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires p. i. de Danemark à Berne ;

Le Président de la République dominicaine :

M. Charles Ackermann, Consul de la République dominicaine à Genève ;

Sa Majesté le Roi d'Égypte :

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'État, Professeur de Droit international à l'École militaire du Caire,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché de la Légation Royale d'Égypte à Rome ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

S. Exc. M. le Marquis de la Torrehermosa, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne ;

Le Président de la République d'Estonie :

M. Hans Leesment, Dr. en Médecine, Président de la Croix-Rouge estonienne ;

Le Président de la République de Finlande :

M. A. E. Martola, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Finlande à Paris ;

Le Président de la République française :

S. Exc. M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassadeur de France à Berne,

M. Jean Du Sault, Conseiller de l'Ambassade de France à Berne ;

Le Président de la République hellénique :

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires p. i. de Grèce à Berne,

M. Sophocle Veniselos, Lieutenant-Colonel, Attaché militaire près la Légation de Grèce à Paris ;

Son Altesse sérénissime le Gouverneur de la Hongrie :

S. Exc. M. Paul de Hevesy, Ministre-Résident, Délégué permanent du Gouvernement Royal auprès de la Société des Nations ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Giovanni Ciruolo, Sénateur du Royaume ;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

- S. Exc. M. Isaburo Yoshida, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Japon à Berne,
- M. Sadamu Shimomura, Lieutenant-Colonel,
- M. Seizo Miura, Capitaine de Frégate, Attaché naval près l'Ambassade du Japon à Paris;

Le Président de la République de Lettonie :

- S. Exc. M. Charles Duzmans, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie près S.M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, Délégué permanent auprès de la Société des Nations,
- S. Exc. M. Oskar Voit, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Lettonie en Suisse, en Allemagne, en Hongrie et aux Pays-Bas;

Son Altesse royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

- M. Charles Vermaire, Consul du Grand-Duché à Genève;

Le Président des États-Unis du Mexique :

- S. Exc. M. Francisco Castillo Nájera, Général Médecin, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Mexique à Bruxelles;

Le Président de la République de Nicaragua :

- M. Antoine Sottile, Dr. en Droit, Délégué permanent de Nicaragua auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

- S. Exc. M. Johannes Irgens, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège à Berne, Rome et Athènes,
- M. Jens Christian Meinich, Commandant d'Infanterie, Secrétaire général de la Croix-Rouge norvégienne;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

- S. Exc. M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne,
- M. Johan Carl Diehl, Major-Général, Médecin Inspecteur général du Service de Santé de l'Armée, Vice-Président de la Croix-Rouge néerlandaise,
- M. Jacob Herberts, Commandant à l'Etat-Major général, Professeur à l'Ecole supérieure de Guerre;

Sa Majesté impériale le Shah de Perse :

S. Exc. M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse à Berne;

Le Président de la République de Pologne :

M. Joseph Gabriel Pracki, Colonel Médecin.

M. W. Jerzy Babecki, Lieutenant-Colonel;

Le Président de la République portugaise :

S. Exc. M. Vasco de Quevedo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Portugal à Berne,

M. Francisco de Calheiros e Menezes, Premier Secrétaire de Légation;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

S. Exc. M. Michel B. Boeresco, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berne,

M. Eugène Vertejano, Colonel, Officier d'Etat-Major;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

S. Exc. M. Ilija Choumenkovitch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Siam :

S. A. S. le Prince Varnvaidya, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Siam à Londres;

Sa Majesté le Roi de Suède :

S. Exc. M. Karl Ivan Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède à Berne;

Le Conseil fédéral suisse :

M. Paul Dinichert, Ministre plénipotentiaire, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral,

M. Carl Hauser, Colonel des Troupes sanitaires, Médecin en Chef de l'Armée,

M. Anton Züblin, Colonel d'Infanterie en disponibilité, Avocat.

M. Roger de la Harpe, Lieutenant-Colonel des Troupes sanitaires, Médecin,

M. Dietrich Schindler, Major de la Justice militaire, Professeur de Droit international à l'Université de Zurich;

Le Président de la République tchécoslovaque :

S. Exc. M. Zdeněk Fierlinger, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Berne ;

Le Président de la République turque :

S. Exc. Hassan Bey, Vice-Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, Vice-Président du Croissant-Rouge turc,

S. Exc. Nusret Bey, Président du Conseil d'Etat de la République,

Le Professeur Akil Moukhtar Bey, Dr. en Médecine,

Le Dr. Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Médecin militaire, Professeur à l'École d'Application et à l'Hôpital de Gulhane ;

Le Président de la République orientale de l'Uruguay :

S. Exc. M. Alfredo de Castro, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Uruguay à Berne ;

Le Président de la République des États-Unis de Vénézuéla :

S. Exc. M. Caracciolo Parra-Pérez, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Vénézuéla à Rome,

M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires p. i. de Vénézuéla à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

### Chapitre premier.—*Des Blessés et des Malades.*

#### ARTICLE PREMIER.

Les militaires et les autres personnes officiellement attachées aux armées qui seront blessés ou malades devront être respectés et protégés en toutes circonstances ; ils seront traités avec humanité et soignés, sans distinction de nationalité, par le belligérant qui les aura en son pouvoir.

Toutefois, le belligérant, obligé d'abandonner des blessés ou des malades à son adversaire, laissera avec eux, autant que les exigences militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

#### ARTICLE 2.

Sous réserve des soins à leur fournir en vertu de l'article précédent, les blessés et les malades d'une armée tombés au pouvoir



de l'autre belligérant seront prisonniers de guerre et les règles générales du droit des gens concernant les prisonniers leur seront applicables.

Cependant, les belligérants resteront libres de stipuler, en faveur des prisonniers blessés ou malades et au delà des obligations existantes, telles clauses qu'ils jugeront utiles.

#### ARTICLE 3.

Après chaque combat, l'occupant du champ de bataille prendra des mesures pour rechercher les blessés et les morts et pour les protéger contre le pillage et les mauvais traitements.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice local ou une interruption de feu seront convenus pour permettre l'enlèvement des blessés restés entre les lignes.

#### ARTICLE 4.

Les belligérants se feront connaître réciproquement, dans le plus bref délai possible, les noms des blessés, des malades et des morts recueillis ou découverts, ainsi que tous les éléments propres à les identifier.

Ils établiront et se transmettront les actes de décès.

Ils recueilleront et s'enverront également tous les objets d'un usage personnel trouvés sur les champs de bataille ou sur les morts, notamment la moitié de leur plaque d'identité, l'autre moitié devant rester attachée au cadavre.

Ils veilleront à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts soit précédée d'un examen attentif et, si possible, médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte.

Ils veilleront, en outre, à ce qu'ils soient enterrés honorablement, que leurs tombes soient respectées et puissent toujours être retrouvées.

A cet effet et au début des hostilités, ils organiseront officiellement un service des tombes en vue de rendre possible des exhumations éventuelles et d'assurer l'identification des cadavres, quel que soit l'emplacement successif des tombes.

Dès la fin des hostilités, ils échangeront la liste des tombes et celle des morts ensevelis dans leurs cimetières et ailleurs.

#### ARTICLE 5.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner, sous son contrôle, des blessés ou des malades des armées, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel une protection spéciale et certaines facilités.

Chapitre II.—*Des Formations et des Établissements sanitaires.*

ARTICLE 6.

Les formations sanitaires mobiles, c'est-à-dire celles qui sont destinées à accompagner les armées en campagne, et les établissements fixes du service de santé seront respectés et protégés par les belligérants.

ARTICLE 7.

La protection due aux formations et établissements sanitaires cessera si l'on en use pour commettre des actes nuisibles à l'ennemi.

ARTICLE 8.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 6 :

- (1) le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades ;
- (2) le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles ;
- (3) le fait qu'il est trouvé dans la formation ou l'établissement des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent ;
- (4) le fait que du personnel et du matériel du service vétérinaire se trouvent dans la formation ou l'établissement, sans en faire partie intégrante.

Chapitre III.—*Du Personnel.*

ARTICLE 9.

Le personnel exclusivement affecté à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, ainsi qu'à l'administration des formations et des établissements sanitaires, les aumôniers attachés aux armées, seront respectés et protégés en toutes circonstances. S'ils tombent entre les mains de l'ennemi, ils ne seront pas traités comme prisonniers de guerre.

Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires à l'enlèvement, au transport et au traitement des blessés et des malades, et munis d'une pièce d'identité, seront au bénéfice du même régime que le personnel sanitaire permanent, s'ils sont capturés pendant qu'ils remplissent ces fonctions.

## ARTICLE 10.

Est assimilé au personnel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 9 le personnel des sociétés de secours volontaires dûment reconnues et autorisées par leur Gouvernement, qui sera employé aux mêmes fonctions que celles du personnel visé au dit alinéa, sous la réserve que le personnel de ces sociétés sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Haute Partie Contractante notifiera à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des sociétés qu'elle aura autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

## ARTICLE 11.

Une société reconnue d'un pays neutre ne pourra prêter le concours de son personnel et de ses formations sanitaires à un belligérant qu'avec l'assentiment préalable de son propre Gouvernement et l'autorisation du belligérant lui-même.

Le belligérant qui aura accepté le secours sera tenu, avant tout emploi, d'en faire la notification à l'ennemi.

## ARTICLE 12.

Les personnes désignées dans les articles 9, 10 et 11 ne pourront être retenues après qu'elles seront tombées au pouvoir de la partie adverse.

Sauf accord contraire, elles seront renvoyées au belligérant dont elles relèvent dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les exigences militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, elles continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la partie adverse; elles seront de préférence affectées aux soins des blessés et des malades du belligérant dont elles relèvent.

A leur départ, elles emporteront les effets, les instruments, les armes et les moyens de transport qui leur appartiennent.

## ARTICLE 13.

Les belligérants assureront au personnel visé par les articles 9, 10 et 11, pendant qu'il sera en leur pouvoir, le même entretien, le même logement, les mêmes allocations et le même solde qu'au personnel correspondant de leur armée.

Dès le début des hostilités, ils s'entendront au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire.

Chapitre IV.—*Des Bâtiments et du Matériel.*

## ARTICLE 14.

Les formations sanitaires mobiles, quelles qu'elles soient, conserveront, si elles tombent au pouvoir de la partie adverse, leur matériel, leurs moyens de transport et leur personnel conducteur.

Toutefois, l'autorité militaire compétente aura la faculté de s'en servir pour les soins des blessés et des malades; la restitution aura lieu dans les conditions prévues pour le personnel sanitaire, et, autant que possible, en même temps.

## ARTICLE 15.

Les bâtiments et le matériel des établissements sanitaires fixes de l'armée demeureront soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades.

Toutefois, les commandants des troupes d'opérations pourront en disposer, en cas de nécessités militaires urgentes, en assurant au préalable le sort des blessés et des malades qui y sont traités.

## ARTICLE 16.

Les bâtiments des sociétés de secours admises au bénéfice de la Convention seront considérés comme propriété privée.

Le matériel de ces sociétés, quel que soit le lieu où il pourra se trouver, sera également considéré comme propriété privée.

Le droit de réquisition reconnu aux belligérants par les lois et usages de la guerre ne s'exercera qu'en cas de nécessité urgente et une fois le sort des blessés et des malades assuré.

Chapitre V.—*Des Transports sanitaires.*

## ARTICLE 17.

Les véhicules aménagés pour les évacuations sanitaires circulant isolément ou en convoi seront traités comme les formations sanitaires mobiles, sauf les dispositions spéciales suivantes :

Le belligérant interceptant des véhicules de transport sanitaire, isolés ou en convoi, pourra, si les nécessités militaires l'exigent, les arrêter, disloquer le convoi, en se chargeant dans tous les cas des blessés et des malades qu'il contient. Il ne pourra les utiliser que dans le secteur où ils auront été interceptés et exclusivement pour des besoins sanitaires. Ces véhicules, une fois leur mission locale terminée, devront être rendus dans les conditions prévues à l'article 14.

Le personnel militaire préposé au transport et muni à cet effet d'un mandat régulier sera renvoyé dans les conditions prévues à l'article 12 pour le personnel sanitaire, et sous réserve du dernier alinéa de l'article 18.

Tous les moyens de transport spécialement organisés pour les évacuations et le matériel d'aménagement de ces moyens de transport relevant du service de santé seront restitués conformément aux dispositions du chapitre IV.

Les moyens de transport militaires, autres que ceux du service de santé, pourront être capturés, avec leurs attelages.

Le personnel civil et tous les moyens de transport provenant de la réquisition seront soumis aux règles générales du droit des gens.

#### ARTICLE 18.

Les appareils aériens utilisés comme moyens de transport sanitaire jouiront de la protection de la Convention pendant le temps où ils seront exclusivement réservés à l'évacuation des blessés et des malades, au transport du personnel et du matériel sanitaires.

Ils seront peints en blanc et porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 19, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure et supérieure.

Sauf licence spéciale et expresse, le survol de la ligne de feu et de la zone située en avant des grands postes médicaux de triage, ainsi que, d'une manière générale, de tout territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les appareils sanitaires aériens devront obéir à toute sommation d'atterrir.

En cas d'atterrissage ainsi imposé ou fortuit sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés et les malades, de même que le personnel et le matériel sanitaires, y compris l'appareil aérien, demeureront au bénéfice des dispositions de la présente Convention.

Le pilote, les manœuvres et les opérateurs de télégraphie sans fil (T.S.F.) capturés seront rendus, à la condition qu'ils ne soient plus utilisés, jusqu'à la fin des hostilités, que dans le service sanitaire.

### CHAPITRE VI.—*Du Signe distinctif.*

#### ARTICLE 19.

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du service sanitaire des armées.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà, à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc comme signe distinctif, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

#### ARTICLE 20.

L'emblème figurera sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au service sanitaire, avec la permission de l'autorité militaire compétente.

## ARTICLE 21.

Le personnel protégé en vertu des articles 9, alinéa premier, 10 et 11 portera, fixé au bras gauche, un brassard muni du signe distinctif, délivré et timbré par une autorité militaire.

Le personnel visé à l'article 9, alinéas 1 et 2, sera pourvu d'une pièce d'identité consistant, soit en une inscription dans le livret militaire, soit en un document spécial.

Les personnes visées aux articles 10 et 11 qui n'ont pas d'uniforme militaire seront munies par l'autorité militaire compétente d'un certificat d'identité, avec photographie, attestant leur qualité de sanitaire.

Les pièces d'identité devront être uniformes et du même modèle dans chaque armée.

En aucun cas, le personnel sanitaire ne pourra être privé de ses insignes, ni des pièces d'identité qui lui sont propres.

En cas de perte, il aura le droit d'en obtenir des duplicata.

## ARTICLE 22.

Le drapeau distinctif de la Convention ne pourra être arboré que sur les formations et les établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et avec le consentement de l'autorité militaire. Dans les établissements fixes, il devra et, dans les formations mobiles, il pourra être accompagné du drapeau national du belligérant dont relève la formation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront que le drapeau de la Convention, aussi longtemps qu'elles se trouveront dans cette situation.

Les belligérants prendront, en tant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces ennemies terrestres, aériennes et maritimes, les emblèmes distinctifs signalant les formations et les établissements sanitaires, en vue d'écarter la possibilité de toute action agressive.

## ARTICLE 23.

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 11, auraient été autorisées à fournir leurs services devront arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national du belligérant dont elles relèvent.

Elles auront le droit, tant qu'elles prêteront leurs services à un belligérant, d'arborer également leur drapeau national.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent leur seront applicables.

## ARTICLE 24.

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots *croix rouge* ou *croix de Genève* ne pourront être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, que pour protéger ou désigner les formations et les établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la Convention.

Il en sera de même, en ce qui concerne les emblèmes visés à l'article 19, alinéa 2, pour les pays qui les emploient.

D'autre part, les sociétés de secours volontaires visées à l'article 10 pourront faire usage, conformément à la législation nationale, de l'emblème distinctif pour leur activité humanitaire en temps de paix.

À titre exceptionnel et avec l'autorisation expresse de l'une des sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil-Rouges), il pourra être fait usage de l'emblème de la Convention, en temps de paix, pour marquer l'emplacement de postes de secours exclusivement réservés à donner des soins gratuits à des blessés ou à des malades.

#### Chapitre VII.—*De l'Application et de l'Exécution de la Convention.*

##### ARTICLE 25.

Les dispositions de la présente Convention seront respectées par les Hautes Parties Contractantes en toutes circonstances.

Au cas où, en temps de guerre, un belligérant ne serait pas partie à la Convention, ses dispositions demeureront néanmoins obligatoires entre tous les belligérants qui y participent.

##### ARTICLE 26.

Les commandants en chef des armées belligérantes auront à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, d'après les instructions de leurs Gouvernements respectifs et conformément aux principes généraux de la présente Convention.

##### ARTICLE 27.

Les Hautes Parties Contractantes prendront les mesures nécessaires pour instruire leurs troupes, et spécialement le personnel protégé, des dispositions de la présente Convention et pour les porter à la connaissance des populations.

#### Chapitre VIII.—*De la Répression des Abus et des Infractions.*

##### ARTICLE 28.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront ou proposeront à leurs législatures les mesures nécessaires pour empêcher en tout temps :

- (a) l'emploi, par des particuliers ou par des sociétés autres que celles y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de *croix rouge* ou de

- croix de Genève*, de même que de tout signe et de toute dénomination constituant une imitation, que cet emploi ait lieu dans un but commercial ou dans tout autre but ;
- (b) en raison de l'hommage rendu à la Suisse par l'adoption des couleurs fédérales interverties, l'emploi par des particuliers ou par des sociétés des armoiries de la Confédération suisse ou de signes constituant une imitation, soit comme marques de fabrique ou de commerce ou comme éléments de ces marques, soit dans un but contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions susceptibles de blesser le sentiment national suisse.

L'interdiction prévue sous lettre (a) de l'emploi des signes ou dénominations constituant une imitation de l'emblème ou de la dénomination de *croix rouge* ou de *croix de Genève*, ainsi que l'interdiction prévue sous lettre (b) de l'emploi des armoiries de la Confédération suisse ou de signes constituant une imitation produira son effet à partir de l'époque déterminée par chaque législation et, au plus tard, cinq ans après la mise en vigueur de la présente Convention. Dès cette mise en vigueur, il ne sera plus licite de prendre une marque de fabrique ou de commerce contraire à ces interdictions.

#### ARTICLE 29.

Les Gouvernements des Hautes Parties Contractantes prendront ou proposeront également à leurs législatures, en cas d'insuffisance de leurs lois pénales, les mesures nécessaires pour réprimer, en temps de guerre, tout acte contraire aux dispositions de la présente Convention.

Ils communiqueront, par l'intermédiaire du Conseil fédéral suisse, les dispositions relatives à cette répression, au plus tard dans les cinq ans à dater de la ratification de la présente Convention.

#### ARTICLE 30.

A la demande d'un belligérant, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention ; une fois la violation constatée, les belligérants y mettront fin et la réprimeront le plus promptement possible.

#### *Dispositions finales.*

#### ARTICLE 31.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au premier février 1930, être signée au nom de tous les pays représentés à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 1<sup>er</sup> juillet 1929, ainsi que des pays non représentés à cette Conférence qui participent aux Conventions de Genève de 1864 ou de 1906.



## ARTICLE 32.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible.

Les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

## ARTICLE 33.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie Contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

## ARTICLE 34.

La présente Convention remplacera les Conventions du 22 août 1864 et du 6 juillet 1906 dans les rapports entre les Hautes Parties Contractantes.

## ARTICLE 35.

A partir de la date de sa mise en vigueur, la présente Convention sera ouverte aux adhésions données au nom de tout pays au nom duquel cette Convention n'aura pas été signée.

## ARTICLE 36.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions aux Gouvernements de tous les pays au nom de qui la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

## ARTICLE 37.

L'état de guerre donnera effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Puissances belligérantes avant ou après le début des hostilités. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Puissances en état de guerre sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

## ARTICLE 38.

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après que la notification en aura été faite par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera cette notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne vaudra qu'à l'égard de la Haute Partie Contractante qui l'aura notifiée.

En outre, cette dénonciation ne produira pas ses effets au cours d'une guerre dans laquelle serait impliquée la Puissance dénonçante. En ce cas, la présente Convention continuera à produire ses effets, au delà du délai d'un an, jusqu'à la conclusion de la paix

#### ARTICLE 39.

Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera déposée aux archives de la Société des Nations par les soins du Conseil fédéral suisse. De même, les ratifications, adhésions et dénonciations qui seront notifiées au Conseil fédéral suisse seront communiquées par lui à la Société des Nations.

En foi de quoi les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève le vingt-sept juillet mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux Gouvernements de tous les pays invités à la Conférence.

Pour l'Allemagne :

EDMUND RHOMBERG.

Pour les États-Unis d'Amérique :

ELIOT WADSWORTH.

HUGH R. WILSON.

Pour l'Autriche :

LEITMAIER.

Pour la Belgique :

DR. DEMOLDER.

J. DE RUELLE.

Pour la Bolivie :

A. CORTADELLAS.

Pour le Brésil :

RAUL DO RIO-BRANCO.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord,  
ainsi que toute partie de l'Empire britannique  
non Membre séparé de la Société des Nations :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toute partie de l'Empire britannique non membre séparé de la Société des Nations est donnée sous cette réserve que Sa Majesté britannique entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

HORACE RUMBOLD.

Pour le Canada :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Canada est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Dominion du Canada entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

W. A. RIDDELL.

Pour l'Australie :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'Australie est donnée sous cette réserve que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales et sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour la Nouvelle-Zélande :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour la Nouvelle-Zélande est donnée sous cette réserve que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour l'Afrique du Sud :

ERIC H. LOUW.

Pour l'État libre d'Irlande :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour l'État libre d'Irlande est donnée sous cette réserve qu'il entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

SEAN LESTER.

Pour l'Inde :

Je déclare que la signature que j'appose à cette Convention pour le Gouvernement de l'Inde est donnée sous cette réserve que le Gouvernement de l'Inde entend interpréter l'article 28 de la Convention en ce sens que les mesures législatives visées par cet article pourront prévoir que les particuliers, associations, raisons sociales ou sociétés qui auront employé, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les armoiries de la Confédération Suisse, ou des signes constituant une imitation des dites armoiries, dans tout but légal, ne devront pas être empêchés de continuer à employer ces armoiries ou signes dans le même but.

CLAUD RUSSELL.

Pour la Bulgarie :

D. MIKOFF.

STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

Pour le Chili :

GMO. NOVOA.

D. PULGAR.

Pour la Chine :

C. Y. HSIAO.

Pour la Colombie :

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.

Pour Cuba :

CARLOS DE ARMENTEROS.

CARLOS BLANCO.

Pour le Danemark :

HARALD SCAVENIUS.

GUSTAV RASMUSSEN.

Pour la République dominicaine :

CH. ACKERMANN.

Pour l'Égypte :

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD.

H. W. M. SIMAIKA.

Pour l'Espagne :

*Ad referendum :*

MAURICIO LOPEZ ROBERTS y TERRY,

MARQUÈS DE LA TORREHERMOSA.

Pour l'Estonie :

DR. LEESMENT.

Pour la Finlande :

A. E. MARTOLA.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

J. DU SAULT.

Pour la Grèce :

R. RAPHAËL.

S. VENISELOS.

Pour la Hongrie :

PAUL DE HEVESY.

Pour l'Italie :

GIOVANNI CIRAOLO.

Pour le Japon :

Tout en acceptant en principe les dispositions de l'article 28,

le Japon fait des réserves quant à la date de mise en vigueur de l'interdiction prévue sous lettre b du dit article.

Le Japon entend que cette interdiction ne s'applique pas aux armoiries et signes qui auraient été en usage ou enregistrés avant son entrée en vigueur.

Les délégués du Japon signent la présente Convention moyennant les réserves susmentionnées.

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

Pour la Lettonie :

CHARLES DUZMANS.

DR. OSKAR VOIT.

Pour le Luxembourg :

CH. G. VERMAIRE.

Pour le Mexique :

FR. CASTILLO NAJERA.

Pour le Nicaragua :

A. SOTTILE.

Pour la Norvège :

J. IRGENS.  
JENS MEINICH.

Pour les Pays-Bas :

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.  
DR. DIEHL.  
J. HARBERTS.

Pour la Perse :

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

Pour la Pologne :

JÓSEF G. PRACKI.  
W. JERZY BABECKI.

Pour le Portugal :

VASCO DE QUEVEDO.  
F. DE CALHEIROS E MENEZES.

Pour la Roumanie :

M. B. BOERESCO.  
COLONEL E. VERTEJANO.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et  
Slovènes :

I. CHOUMENKOVITCH.

Pour le Siam :

VARNVAIDYA.

Pour la Suède :

K. I. WESTMAN.

Pour la Suisse :

PAUL DINICHERT.  
HAUSER.  
ZÜBLIN.  
DE LA HARPE.  
SCHINDLER.

Pour la Tchécoslovaquie :

ZD. FIERLINGER.

Pour la Turquie :

HASSAN.

DR. ABDULKADIR.

M. NUSRET.

DR. AKIL MOUKHTAR.

Pour l'Uruguay :

ALFREDO DE CASTRO.

Pour le Vénézuéla :

C. PARRA-PÉREZ.

I. M. HURTADO-MACHADO.



(Translation.)

## International Convention† for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field.

*Geneva, July 27, 1929.*

THE President of the German Reich, the President of the United States of America, the Federal President of the Republic of Austria, His Majesty the King of the Belgians, the President of the Republic of Bolivia, the President of the Republic of the United States of Brazil, His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of the Bulgarians, the President of the Republic of Chile, the President of the Republic of China, the President of the Republic of Colombia, the President of the Republic of Cuba, His Majesty the King of Denmark and Iceland, the President of the Dominican Republic, His Majesty the King of Egypt, His Majesty the King of Spain, the President of the Republic of Estonia, the President of the Republic of Finland, the President of the French Republic, the President of the Hellenic Republic, His Serene Highness the Governor of Hungary, His Majesty the King of Italy, His Majesty the Emperor of Japan, the President of the Republic of Latvia, Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg, the President of the United States of Mexico, the President of the Republic of Nicaragua, His Majesty the King of Norway, Her Majesty the Queen of the Netherlands, His Imperial Majesty the Shah of Persia, the President of the Republic of Poland, the President of the Portuguese Republic, His Majesty the King of Roumania, His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, His Majesty the King of Siam, His Majesty the King of Sweden, the Swiss Federal Council, the President of the Czechoslovak Republic, the President of the Turkish Republic, the President of the Oriental Republic of Uruguay, the President of the Republic of the United States of Venezuela,

Being equally animated by the desire to lessen, so far as lies in their power, the evils inseparable from war and desiring, for this purpose, to perfect and complete the provisions agreed to at Geneva on the 22nd August, 1864, and the 6th July, 1906,\* for the amelioration of the condition of the wounded and sick in armies in the field,

Have resolved to conclude a new Convention for that purpose and have appointed as their plenipotentiaries:

The President of the German Reich:

M. Edmund Rhombert, Doctor of Laws, Minister "en disponibilité";

† For Final Act of the Conference, including certain Recommendations, see "Miscellaneous No. 7 (1931)," Cmd. 3795.

\* "Treaty Series No. 15 (1907)," Cd. 3502.

The President of the United States of America :

The Honourable Eliot Wadsworth, formerly Assistant Secretary to the Treasury,

The Honourable Hugh R. Wilson, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne;

The Federal President of the Republic of Austria :

M. Marc Leitmaier, Doctor of Laws, Ministerial Counsellor to the Federal Chancery, Department for Foreign Affairs;

His Majesty the King of the Belgians :

M. Paul Demolder, Major-General, Commanding the Medical Service of the 1st Military District,

M. Joseph de Ruelle, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs;

The President of the Republic of Bolivia :

M. Alberto Cortadellas, Minister-Resident of Bolivia at Berne;

The President of the United States of Brazil :

M. Raul de Rio-Branco, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland, and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

The Right Hon. Sir Horace Rumbold, G.C.M.G.,  
M.V.O., Ambassador of His Britannic Majesty at Berlin;

For the Dominion of Canada :

Mr. Walter Alexander Riddell, Permanent Delegate of the Canadian Government to the League of Nations;

For the Commonwealth of Australia :

Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

For the Dominion of New Zealand :

Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne;

For the Union of South Africa :

Mr. Eric Hendrik Louw, High Commissioner for the Union of South Africa in London ;

For the Irish Free State :

Mr. Sean Lester, Delegate of the Irish Free State to the League of Nations ;

For India :

Mr. Claud Russell, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Berne ;

His Majesty the King of the Bulgarians :

M. Dimitri Mikoff, Chargé d'Affaires of Bulgaria at Berne, Permanent Delegate of the Bulgarian Government to the League of Nations,

M. Stephan N. Iaftchieff, Member of the Administrative Council of the Bulgarian Red Cross ;

The President of the Republic of Chile :

Colonel Guillermo Novoa-Sepulveda, Military Attaché to the Chilean Legation at Berlin,

Captain Dario Pulgar-Arriagada, Medical Service ;

The President of the Republic of China :

M. Chi Yung Hsiao, Chargé d'Affaires *ad interim* of China at Berne ;

The President of the Republic of Colombia :

M. Francisco José de Urrutia, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Colombia at Berne ;

The President of the Republic of Cuba :

M. Carlos de Armenteros y de Cardenas, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba at Berne,

M. Carlos Blanco y Sánchez, Secretary of Legation, attached to the Delegation of Cuba to the League of Nations ;

His Majesty the King of Denmark and Iceland :

For Denmark :

M. Harald de Scavenius, Chamberlain, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark in Switzerland and the Netherlands, formerly Minister for Foreign Affairs,

M. Gustave M. Rasmussen, Chargé d'Affaires *ad interim* of Denmark at Berne ;

The President of the Dominican Republic :

M. Charles Ackermann, Consul of the Dominican Republic at Geneva ;

His Majesty the King of Egypt :

M. Mohammed Abdel Moneim Riad, Avocat au Contentieux de l'État, Professor of International Law at the Military School of Cairo,

M. Henri Wassif Simaika, Attaché to the Royal Egyptian Legation at Rome ;

His Majesty the King of Spain :

The Marqués de la Torrehermosa, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Spain at Berne ;

The President of the Republic of Estonia :

M. Hans Leesment, Doctor of Medicine, President of the Estonian Red Cross ;

The President of the Republic of Finland :

Lieutenant-Colonel A. E. Martola, Military Attaché to the Legation of Finland at Paris ;

The President of the French Republic :

M. Henri Chassain de Marcilly, Ambassador of France at Berne,

M. Jean du Sault, Counsellor of the French Embassy at Berne ;

The President of the Hellenic Republic :

M. Raphael Raphael, Chargé d'Affaires *ad interim* of Greece at Berne,

Lieutenant-Colonel Sophocles Veniselos, Military Attaché to the Greek Legation at Paris ;

His Serene Highness the Governor of Hungary :

M. Paul de Hevesy, Minister-Resident, Permanent Delegate of the Royal Government to the League of Nations ;

His Majesty the King of Italy :

M. Giovanni Ciruolo, Senator of the Realm ;

His Majesty the Emperor of Japan :

- M. Isaburo Yoshida, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Japan at Berne,
- Lieutenant-Colonel Sadamu Shimomura,
- Captain Seizo Miura, Naval Attaché to the Japanese Embassy at Paris;

The President of the Republic of Latvia :

- M. Charles Duzmans, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia to His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, Permanent Delegate to the League of Nations,
- M. Oskar Voit, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia in Switzerland, Germany, Hungary and the Netherlands;

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg :

- M. Charles Vermaire, Consul of the Grand Duchy at Geneva;

The President of the United States of Mexico :

- M. Francisco Castillo Nájera, Physician, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Mexico at Brussels;

The President of the Republic of Nicaragua :

- M. Antoine Sottile, Doctor of Laws, Permanent Delegate of Nicaragua to the League of Nations;

His Majesty the King of Norway :

- M. Johannes Irgens, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway at Berne, Rome and Athens,
- M. Jens Christian Meinich, Commandant of Infantry, Secretary-General of the Norwegian Red Cross;

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

- M. Willem Isaac Doude van Troostwijk, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Netherlands at Berne,
- Major-General Johann Carl Diehl, Inspector-General of the Army Medical Service, Vice-President of the Netherlands Red Cross,
- M. Jacob Harberts, Commandant of the General Staff, Professor at the Ecole Supérieure de Guerre

His Imperial Majesty the Shah of Persia :

M. Anouchirevan Khan Sepahbodi, Envoy Extraordinary and  
Minister Plenipotentiary of Persia at Berne;

The President of the Republic of Poland :

Colonel Joseph Gabriel Pracki, Medical Service,  
Lieutenant-Colonel W. Jerzy Babecki;

The President of the Portuguese Republic :

M. Vasco de Quevedo, Envoy Extraordinary and Minister  
Plenipotentiary of Portugal at Berne,

M. Francisco de Calheiros e Menezes, First Secretary of  
Legation;

His Majesty the King of Roumania :

M. Michel B. Boeresco, Envoy Extraordinary and Minister  
Plenipotentiary of Roumania at Berne,

Colonel Eugène Vertejano, Officer of the General Staff;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes :

M. Ilija Choumenkovitch, Envoy Extraordinary and Minister  
Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and  
Slovenes at Berne, Permanent Delegate to the League of  
Nations;

His Majesty the King of Siam :

His Serene Highness Prince Varnvaidya, Envoy Extraordinary  
and Minister Plenipotentiary of Siam in London;

His Majesty the King of Sweden :

M. Karl Ivan Westman, Envoy Extraordinary and Minister  
Plenipotentiary of Sweden at Berne;

The Swiss Federal Council :

M. Paul Dinichert, Minister Plenipotentiary, Head of the  
Foreign Affairs Division of the Federal Political Department,

Colonel Carl Hauser, Medical Corps, Chief Medical Officer of  
the Army,

M. Anton Züblin, Colonel of Infantry "en disponibilité,"  
Barrister-at-Law,

Lieutenant-Colonel Roger de la Harpe, Medical Corps,

Major Dietrich Schindler, Military Judiciary, Professor of  
International Law at the University of Zurich;

The President of the Czechoslovak Republic :

M. Zdeněk Fierlinger, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Czechoslovakia at Berne;

The President of the Turkish Republic :

Hassan Bey, Vice-President of the National Grand Assembly of Turkey, Vice-President of the Turkish Red Crescent,

Nusret Bey, President of the Council of State of the Republic,

Professor Akil Moukhtar Bey, Doctor of Medicine,

Dr. Abdulkadir Bey, Lieutenant-Colonel, Military Physician, Professor at the Cadet School and at the Hospital of Gulhaneh;

The President of the Oriental Republic of Uruguay :

M. Alfredo de Castro, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Uruguay at Berne;

The President of the Republic of the United States of Venezuela :

M. Caracciolo Parra-Pérez, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Venezuela at Rome,

M. Ivan Manuel Hurtado-Machado, Chargé d'Affaires *ad interim* of Venezuela at Berne;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed as follows:—

### Chapter I.—*Wounded and Sick.*

#### ARTICLE 1.

Officers and soldiers and other persons officially attached to the armed forces who are wounded or sick shall be respected and protected in all circumstances; they shall be treated with humanity and cared for medically, without distinction of nationality, by the belligerent in whose power they may be.

Nevertheless, the belligerent who is compelled to abandon wounded or sick to the enemy, shall, as far as military exigencies permit, leave with them a portion of his medical personnel and material to help with their treatment.

#### ARTICLE 2.

Except as regards the treatment to be provided for them in virtue of the preceding article, the wounded and sick of an army who fall into the hands of the enemy shall be prisoners of war, and

the general provisions of international law concerning prisoners of war shall be applicable to them.

Belligerents shall, however, be free to prescribe, for the benefit of wounded or sick prisoners, such arrangements as they may think fit beyond the limits of the existing obligations.

#### ARTICLE 3.

After each engagement the occupant of the field of battle shall take measures to search for the wounded and dead, and to protect them against pillage and maltreatment.

Whenever circumstances permit, a local armistice or a suspension of fire shall be arranged to permit the removal of the wounded remaining between the lines.

#### ARTICLE 4.

Belligerents shall communicate to each other reciprocally, as soon as possible, the names of the wounded, sick and dead, collected or discovered, together with any indications which may assist in their identification.

They shall establish and transmit to each other the certificates of death.

They shall likewise collect and transmit to each other all articles of a personal nature found on the field of battle or on the dead, especially one half of their identity discs, the other half to remain attached to the body.

They shall ensure that the burial or cremation of the dead is preceded by a careful, and if possible medical, examination of the bodies, with a view to confirming death, establishing identity and enabling a report to be made.

They shall further ensure that the dead are honourably interred, that their graves are respected and marked so that they may always be found.

To this end, at the commencement of hostilities, they shall organise officially a graves registration service, to render eventual exhumations possible and to ensure the identification of bodies whatever may be the subsequent site of the grave.

After the cessation of hostilities they shall exchange the list of graves and of dead interred in their cemeteries and elsewhere.

#### ARTICLE 5.

The military authorities may appeal to the charitable zeal of the inhabitants to collect and afford medical assistance, under their direction, to the wounded or sick of armies, and may accord to persons who have responded to this appeal special protection and certain facilities.



Chapter II.—*Medical Formations and Establishments.*

ARTICLE 6.

Mobile medical formations, that is to say, those which are intended to accompany armies in the field, and the fixed establishments of the medical service shall be respected and protected by the belligerents.

ARTICLE 7.

The protection to which medical formations and establishments are entitled shall cease if they are made use of to commit acts harmful to the enemy.

ARTICLE 8.

The following conditions are not considered to be of such a nature as to deprive a medical formation or establishment of the protection guaranteed by article 6 :—

- (1) that the personnel of the formation or establishment is armed, and that they use the arms in their own defence or in that of the sick and wounded in charge;
- (2) that in the absence of armed orderlies the formation or establishment is protected by a piquet or by sentries;
- (3) that small arms and ammunition taken from the wounded and sick, which have not yet been transferred to the proper service, are found in the formation or establishment;
- (4) that personnel and material of the veterinary service are found in the formation or establishment, without forming an integral part of the same.

Chapter III.—*Personnel.*

ARTICLE 9.

The personnel engaged exclusively in the collection, transport and treatment of the wounded and sick, and in the administration of medical formations and establishments, and chaplains attached to armies, shall be respected and protected under all circumstances. If they fall into the hands of the enemy they shall not be treated as prisoners of war.

Soldiers specially trained to be employed, in case of necessity, as auxiliary nurses or stretcher-bearers for the collection, transport and treatment of the wounded and sick, and furnished with a proof of identity, shall enjoy the same treatment as the permanent medical personnel if they are taken prisoners while carrying out these functions.

## ARTICLE 10.

The personnel of Voluntary Aid Societies, duly recognised and authorised by their Government, who may be employed on the same duties as those of the personnel mentioned in the first paragraph of article 9, are placed on the same footing as the personnel contemplated in that paragraph, provided that the personnel of such societies are subject to military law and regulations.

Each High Contracting Party shall notify to the other, either in time of peace or at the commencement of or during the course of hostilities, but in every case before actually employing them, the names of the societies which it has authorised, under its responsibility, to render assistance to the regular medical service of its armed forces.

## ARTICLE 11.

A recognised society of a neutral country can only afford the assistance of its medical personnel and formations to a belligerent with the previous consent of its own Government and the authorisation of the belligerent concerned.

The belligerent who accepts such assistance is bound to notify the enemy thereof before making any use of it.

## ARTICLE 12.

The persons designated in articles 9, 10 and 11 may not be retained after they have fallen into the hands of the enemy.

In the absence of an agreement to the contrary, they shall be sent back to the belligerent to which they belong as soon as a route for their return shall be open and military considerations permit.

Pending their return they shall continue to carry out their duties under the direction of the enemy; they shall preferably be engaged in the care of the wounded and sick of the belligerent to which they belong.

On their departure, they shall take with them the effects, instruments, arms and means of transport belonging to them.

## ARTICLE 13.

Belligerents shall secure to the personnel mentioned in articles 9, 10 and 11, while in their hands, the same food, the same lodging, the same allowances and the same pay as are granted to the corresponding personnel of their own armed forces.

At the outbreak of hostilities the belligerents will notify one another of the grades of their respective medical personnel.

Chapter IV.—*Buildings and Material.*

## ARTICLE 14.

Mobile medical formations, of whatsoever kind, shall retain, if they fall into the hands of the enemy, their equipment and stores, their means of transport and the drivers employed.

Nevertheless, the competent military authority shall be free to use the equipment and stores for the care of the wounded and sick; it shall be restored under the conditions laid down for the medical personnel, and as far as possible at the same time.

## ARTICLE 15.

The buildings and material of the fixed medical establishments of the army shall be subject to the laws of war, but may not be diverted from their purpose so long as they are necessary for the wounded and the sick.

Nevertheless, the commanders of troops in the field may make use of them, in case of urgent military necessity, provided that they make previous arrangements for the welfare of the wounded and sick who are being treated therein.

## ARTICLE 16.

The buildings of aid societies which are admitted to the privileges of the Convention shall be regarded as private property.

The material of these societies, wherever it may be, shall similarly be considered as private property.

The right of requisition recognised for belligerents by the laws and customs of war, shall only be exercised in case of urgent necessity and only after the welfare of the wounded and sick has been secured.

Chapter V.—*Medical Transport.*

## ARTICLE 17.

Vehicles equipped for the evacuation of wounded and sick, proceeding singly or in convoy, shall be treated as mobile medical formations; subject to the following special provisions:—

A belligerent intercepting vehicles of medical transport, singly or in convoy, may, if military exigencies demand, stop them, and break up the convoy, provided he takes charge in every case of the wounded and sick who are in it. He can only use the vehicles in the sector where they have been intercepted; and exclusively for medical requirements. These vehicles, as soon as they are no longer required for local use, shall be given up in accordance with the conditions laid down in article 14.

The military personnel in charge of the transport and furnished for this purpose with authority in due form, shall be sent back in

accordance with the conditions prescribed in article 12 for medical personnel, subject to the condition of the last paragraph of article 18.

All means of transport specially organised for evacuation and the material used in equipping these means of transport belonging to the medical service shall be restored in accordance with the provisions of Chapter IV. Military means of transport other than those of the medical service may be captured, with their teams.

The civilian personnel and all means of transport obtained by requisition shall be subject to the general rules of international law.

#### ARTICLE 18.

Aircraft used as means of medical transport shall enjoy the protection of the Convention during the period in which they are reserved exclusively for the evacuation of wounded and sick and the transport of medical personnel and material.

They shall be painted white and shall bear, clearly marked, the distinctive emblem prescribed in article 19, side by side with their national colours, on their lower and upper surfaces.

In the absence of special and express permission, flying over the firing line, and over the zone situated in front of clearing or dressing stations, and generally over all enemy territory or territory occupied by the enemy, is prohibited.

Medical aircraft shall obey every summons to land.

In the event of a landing thus imposed, or of an involuntary landing in enemy territory or territory occupied by the enemy, the wounded and sick, as well as the medical personnel and material, including the aircraft, shall enjoy the privileges of the present Convention.

The pilot, mechanics and wireless telegraph operators captured shall be sent back, on condition that they shall be employed until the close of hostilities in the medical service only.

### Chapter VI.—*The Distinctive Emblem.*

#### ARTICLE 19.

As a compliment to Switzerland, the heraldic emblem of the red cross on a white ground, formed by reversing the Federal colours, is retained as the emblem and distinctive sign of the medical service of armed forces.

Nevertheless, in the case of countries which already use, in place of the Red Cross, the Red Crescent or the Red Lion and Sun on a white ground as a distinctive sign, these emblems are also recognised by the terms of the present Convention.

#### ARTICLE 20.

The emblem shall figure on the flags, armbands, and on all material belonging to the medical service, with the permission of the competent military authority.

## ARTICLE 21.

The personnel protected in pursuance of articles 9 (paragraph 1), 10 and 11, shall wear, affixed to the left arm, an armet bearing the distinctive sign, issued and stamped by a military authority.

The personnel mentioned in article 9, paragraphs 1 and 2, shall be provided with a certificate of identity, consisting either of an entry in their small book (paybook) or a special document.

The persons mentioned in articles 10 and 11 who have no military uniform shall be furnished by the competent military authority with a certificate of identity, with photograph, certifying their status as medical personnel.

The certificates of identity shall be uniform and of the same pattern in each army.

In no case may the medical personnel be deprived of their armetlets or the certificates of identity belonging to them.

In case of loss they have the right to obtain duplicates.

## ARTICLE 22.

The distinctive flag of the Convention shall be hoisted only over such medical formations and establishments as are entitled to be respected under the Convention, and with the consent of the military authorities. In fixed establishments it shall be, and in mobile formations it may be, accompanied by the national flag of the belligerent to whom the formation or establishment belongs.

Nevertheless, medical formations which have fallen into the hands of the enemy, so long as they are in that situation, shall not fly any other flag than that of the Convention.

Belligerents shall take the necessary steps, so far as military exigencies permit, to make clearly visible to the enemy forces, whether land, air, or sea, the distinctive emblems indicating medical formations and establishments, in order to avoid the possibility of any offensive action.

## ARTICLE 23.

The medical units belonging to neutral countries which shall have been authorised to lend their services under the conditions laid down in article 11, shall fly, along with the flag of the Convention, the national flag of the belligerent to whose army they are attached.

They shall also have the right, so long as they shall lend their services to a belligerent, to fly their national flag.

The provisions of the second paragraph of the preceding article are applicable to them.

## ARTICLE 24.

The emblem of the red cross on a white ground and the words "Red Cross" or "Geneva Cross" shall not be used, either in time

of peace or in time of war, except to protect or to indicate the medical formations and establishments and the personnel and material protected by the Convention.

The same shall apply, as regards the emblems mentioned in article 19, paragraph 2, in respect of the countries which use them.

The Voluntary Aid Societies mentioned in article 10, may, in accordance with their national legislation, use the distinctive emblem in connexion with their humanitarian activities in time of peace.

As an exceptional measure, and with the express authority of one of the national societies of the Red Cross (Red Crescent, Red Lion and Sun), use may be made of the emblem of the Convention in time of peace to mark the position of aid stations exclusively reserved for the purpose of giving free treatment to the wounded or the sick.

### Chapter VII.—*Application and Execution of the Convention.*

#### ARTICLE 25.

The provisions of the present Convention shall be respected by the High Contracting Parties in all circumstances. If, in time of war, a belligerent is not a party to the Convention, its provisions shall, nevertheless, be binding as between all the belligerents who are parties thereto.

#### ARTICLE 26.

The Commanders-in-Chief of belligerent armies shall arrange the details for carrying out the preceding articles, as well as for cases not provided for, in accordance with the instructions of their respective Governments and in conformity with the general principles of the present Convention.

#### ARTICLE 27.

The High Contracting Parties shall take the necessary steps to instruct their troops, and in particular the personnel protected, in the provisions of the present Convention, and to bring them to the notice of the civil population.

### Chapter VIII.—*Suppression of Abuses and Infractions.*

#### ARTICLE 28.

The Governments of the High Contracting Parties whose legislation is not at present adequate for the purpose, shall adopt or propose to their legislatures the measures necessary to prevent at all times :—

- (a) the use of the emblem or designation "Red Cross" or "Geneva Cross" by private individuals or associations,

firms or companies, other than those entitled thereto under the present Convention, as well as the use of any sign or designation constituting an imitation, for commercial or any other purposes;

- (b) by reason of the compliment paid to Switzerland by the adoption of the reversed federal colours, the use by private individuals or associations, firms or companies of the arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation, whether as trade-marks or as parts of such marks, or for a purpose contrary to commercial honesty, or in circumstances capable of wounding Swiss national sentiment.

The prohibition indicated in (a) of the use of marks or designations constituting an imitation of the emblem or designation of "Red Cross" or "Geneva Cross," as well as the prohibition in (b) of the use of the arms of the Swiss Confederation or marks constituting an imitation, shall take effect as from the date fixed by each legislature, and not later than five years after the coming into force of the present Convention. From the date of such coming into force, it shall no longer be lawful to adopt a trade-mark in contravention of these rules.

#### ARTICLE 29.

The Governments of the High Contracting Parties shall also propose to their legislatures, should their penal laws be inadequate, the necessary measures for the repression in time of war, of any act contrary to the provisions of the present Convention.

They shall communicate to one another, through the Swiss Federal Council, the provisions relative to such repression not later than five years from the ratification of the present Convention.

#### ARTICLE 30.

On the request of a belligerent, an enquiry shall be instituted, in a manner to be decided between the interested parties, concerning any alleged violation of the Convention; when such violation has been established the belligerents shall put an end to and repress it as promptly as possible.

#### *Final Provisions.*

#### ARTICLE 31.

The present Convention, which shall bear this day's date, may be signed, up to the 1st February, 1930, on behalf of all the countries represented at the Conference which opened at Geneva on the 1st July, 1929, as well as by countries not represented at that Conference but which were parties to the Geneva Conventions of 1864 and 1906.

## ARTICLE 32.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The ratifications shall be deposited at Berne.

A *procès-verbal* of the deposit of each instrument of ratification shall be drawn up, one copy of which, certified to be correct, shall be transmitted by the Swiss Federal Council to the Governments of all countries on whose behalf the Convention has been signed, or whose accession has been notified.

## ARTICLE 33.

The present Convention shall come into force six months after not less than two instruments of ratification have been deposited.\*

Thereafter, it shall enter into force for each High Contracting Party six months after the deposit of its instrument of ratification.

## ARTICLE 34.

The present Convention shall replace the Conventions of the 22nd August, 1864, and the 6th July, 1906, in relations between the High Contracting Parties.

## ARTICLE 35.

From the date of its coming into force, the present Convention shall be open to accession duly notified on behalf of any country on whose behalf this Convention has not been signed.

## ARTICLE 36.

Accessions shall be notified in writing to the Swiss Federal Council, and shall take effect six months after the date on which they are received.

The Swiss Federal Council shall communicate the accessions to the Governments of all the countries on whose behalf the Convention has been signed or whose accession has been notified.

## ARTICLE 37.

A state of war shall give immediate effect to ratifications deposited and accessions notified by the belligerent Powers before or after the outbreak of hostilities. The communication of ratifications or accessions received from Powers in a state of war shall be made by the Swiss Federal Council by the quickest method.

## ARTICLE 38.

Each of the High Contracting Parties shall be at liberty to denounce the present Convention. The denunciation shall not take

\* The Convention came into force June 19, 1931. For list of ratifications, see page 47.



effect until one year after the notification thereof in writing has been made to the Swiss Federal Council. The latter shall communicate such notification to the Governments of all the High Contracting Parties.

The denunciation shall only have effect in respect of the High Contracting Party which has made notification thereof.

Moreover, this denunciation shall not take effect during a war in which the denouncing Power is involved. In such a case, the present Convention shall continue binding beyond the period of one year, until the conclusion of peace.

#### ARTICLE 39.

A certified copy of the present Convention shall be deposited in the archives of the League of Nations by the Swiss Federal Council. Similarly, ratifications, accessions and denunciations which shall be notified to the Swiss Federal Council shall be communicated by them to the League of Nations.

In witness whereof, the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the twenty-seventh July, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Swiss Confederation, and of which copies, certified to be correct, shall be transmitted to the Governments of all the countries invited to the Conference.

For Germany :

EDMUND RHOMBERG.

For the United States of America :

ELIOT WADSWORTH.

HUGH R. WILSON.

For Austria :

LEITMAIER.

For Belgium :

DR. DEMOLDER.

J. DE RUELLE.

For Bolivia :

A. CORTADELLAS.

For Brazil :

RAUL DO RIO-BRANCO.

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations :

I declare that my signature of this Convention in respect of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations is subject to the understanding that His Britannic Majesty will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

HORACE RUMBOLD.

For Canada :

I declare that my signature of this Convention in respect of Canada is subject to the understanding that the Government of the Dominion of Canada will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

W. A. RIDDELL.

For Australia :

I declare that my signature of this Convention in respect of the Commonwealth of Australia is subject to the understanding that the Government of the Commonwealth of Australia will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

CLAUD RUSSELL.

For New Zealand :

I declare that my signature of this Convention in respect of New Zealand is subject to the understanding that the Government of New Zealand will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

CLAUD RUSSELL.

For South Africa :

ERIC H. LOUW.

For the Irish Free State :

I declare that my signature of this Convention in respect of the Irish Free State is subject to the understanding that the Irish Free State will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

SEAN LESTER.

For India :

I declare that my signature of this Convention in respect of the Government of India is subject to the understanding that the Government of India will interpret Article 28 of the Convention in the sense that the legislative measures contemplated by that Article may provide that private individuals, associations, firms or companies who have used the Arms of the Swiss Confederation, or marks constituting an imitation thereof, for any lawful purpose before the coming into force of the present Convention shall not be prevented from continuing to use such Arms or marks for the same purpose.

CLAUD RUSSELL.

For Bulgaria :

D. MIKOFF.  
STEPHAN N. LAFTCHIEFF.

For Chile :

GMO. NOVOA.  
D. PULGAR.

For China :

C. Y. HSIAO.

For Colombia :

FRANCISCO JOSÉ URRUTIA.

For Cuba :

CARLOS DE ARMENTEROS.  
CARLOS BLANCO.

For Denmark :

HARALD SCAVENIUS.  
GUSTAV RASMUSSEN.

For the Dominican Republic :

CH. ACKERMANN.

For Egypt :

MOHAMMED ABDEL MONEIM RIAD.  
H. W. M. SIMAIKA.

For Spain :

*Ad Referendum :*

MAURICIO LOPEZ ROBERTS Y TERRY,  
MARQUÉS DE LA TORREHERMOSA.

For Estonia :

DR. LEESMENT.

For Finland :

A. E. MARTOLA.

For France :

H. DE MARCILLY.

J. DU SAULT.

For Greece :

R. RAPHAËL.

S. VENISELOS.

For Hungary :

PAUL DE HEVESY.

For Italy :

GIOVANNI CIRAOLO.

For Japan :

While accepting the provisions of Article 28, Japan makes reservations as regards the date of the coming into force of the prohibition contemplated by clause b of the said Article.

Japan understands that this prohibition does not apply to Arms and marks which have been in use or registered before its coming into force.

The delegates of Japan sign the present Convention subject to the above-mentioned reservations.

ISABURO YOSHIDA.

S. SHIMOMURA.

S. MIURA.

For Latvia :

CHARLES DUZMANS.

DR. OSKAR VOIT.

For Luxemburg :

CH. G. VERMAIRE.

For Mexico :

FR. CASTILLO NAJERA.

For Nicaragua :

A. SOTTILE.

For Norway :

J. IRGENS.  
JENS MEINICH.

For Netherlands :

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.  
DR. DIEHL.  
J. HARBERTS.

For Persia :

ANOUCHIREVAN SEPAHBODI.

For Poland :

JÓSEF G. PRACKI.  
W. JERZY BABECKI.

For Portugal :

VASCO DE QUEVEDO.  
F. DE CALHEIROS E MENEZES.

For Roumania :

M. B. BOERESCO.  
COLONEL E. VERTEJANO.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

I. CHOUMENKOVITCH.

For Siam :

VARNVAIDYA.

For Sweden :

K. I. WESTMAN.

For Switzerland :

PAUL DINICHERT.  
HAUSER.  
ZÜBLIN.  
DE LA HARPE.  
SCHINDLER.

For Czechoslovakia :

ZD. FIERLINGER.

For Turkey :

HASSAN.

DR. ABDULKADIR.

M. NUSRET.

DR. AKIL MOUKHTAR.

For Uruguay :

ALFREDO DE CASTRO.

For Venezuela :

C. PARRA-PÉREZ.

I. M. HURTADO-MACHADO.

---

*List of Ratifications.*

United Kingdom	...	...	June 23, 1931.
Commonwealth of Australia	...	...	June 23, 1931.
New Zealand	...	...	June 23, 1931.
Union of South Africa	...	...	June 23, 1931.
India	...	...	June 23, 1931.
Italy	...	...	March 24, 1931.
Norway	...	...	June 24, 1931.
Portugal	...	...	June 8, 1931.
Spain	...	...	August 6, 1930.
Sweden	...	...	July 3, 1931.
Switzerland	...	...	December 19, 1930.
Yugoslavia	...	...	May 20, 1931.

---